

> SYNDICAT MIXTE

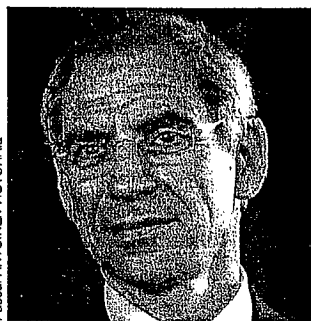
Cohen évince Coppey

Stéphane Coppey, le président du Syndicat mixte des transports toulousains, n'a eu d'autre choix que de démissionner après que Pierre Cohen, le maire de Toulouse et président de l'agglomération, lui a reproché ses difficultés à mettre en œuvre une politique ambitieuse de développement des transports.

C'est une reprise en main musclée que Pierre Cohen, maire de Toulouse et président de la jeune communauté urbaine du Grand Toulouse, vient d'appliquer aux transports en commun de l'agglomération toulousaine. Alors que le Grand Toulouse reconduit le doublement de sa participation financière à 80 millions d'euros dans le syndicat mixte des transports Tisséo-SMTC, Pierre Cohen en reprend aussi les rênes, laissées pendant deux ans au Vert Stéphane Coppey dans le cadre d'un accord PS-Verts pour les municipales 2008.

La pilule est amère pour le président évincé, qui s'était de longue date très fortement investi dans les transports de l'agglomération, s'impliquant dans de nombreuses instances nationales et européennes (présidence de la commission financement-tarifification du Gart et de Polis, vice-présidence d'Agir) et s'efforçant de faire avancer les transports avec le consensus plutôt que l'affrontement.

Pierre Cohen et son équipe ne lui ont pas laissé le choix, avec une démission collective des 8 élus PS, PC et PRG de la communauté urbaine au SMTC. Resté seul représentant du Grand Toulouse au sein du SMTC avec une autre élue



PIERRE ANTONIOPHOTOGRAPH

Stéphane Coppey, patron du SMTC-Tisséo, et Pierre Cohen, le maire.



MAIRIE DE TOULOUSE

verte, Stéphane Coppey n'a eu qu'à tirer sa révérence, en bouclant le jour même de son éviction, le 21 décembre, une négociation difficile avec les syndicats, mettant fin à une grève du métro

lective nationale », a-t-il indiqué. Que reproche Pierre Cohen à Stéphane Coppey ? Dans un communiqué, le président du Grand Toulouse affirme que « le contexte de crise sociale et institutionnelle à

Ce qui bloque, c'est le prolongement du métro jusqu'à Labège-Innopole, voulu par le Sicoval mais que le maire ne veut pas

démarrée une semaine plus tôt. Une négociation « appuyée sur les bases des propositions faites par la direction de Tisséo dès le mardi 16 décembre », qui, selon le président sortant, « aurait pu aboutir plus rapidement, sans ingérence extérieure [de Pierre Cohen, ndlr]. Cet accord reconnaît la pénibilité et la technicité des métiers du métro, en s'alignant sur la convention col-

Tisséo est caractérisé par l'impossibilité au sein du conseil syndical de mettre en œuvre une politique ambitieuse de développement des transports en commun

pour l'agglomération ». En réalité, ce qui bloque tout le fonctionnement du syndicat est l'affrontement entre le Grand Toulouse et le Sicoval, soutenu par la troisième collectivité membre, le SIT-PRT, sur le prolongement de la ligne B du métro jusqu'à Labège-Innopole. Cette énorme zone commerciale et tertiaire, au sud-est de l'agglomération, ne dispose

d'aucune infrastructure de transports en commun et souffre de congestion automobile chronique. Le maire de Toulouse a refusé de lancer l'enquête publique sur le prolongement en métro vers Labège, arguant que le coût trop important obérerait le vaste plan de développement du tramway toulousain promis lors de sa campagne électorale. Cette décision a mis en fureur le Sicoval, qui multiplie depuis les tentatives d'obstruction : refus du vote du budget et des nouveaux projets d'infrastructures, campagne de communication grand public, attaque de Tisséo devant les tribunaux pour faux en écriture...

Mais le coup de force du maire de Toulouse risque fort de ne rien régler au blocage des institutions, sauf à poursuivre en faisant cavalier seul. Selon Stéphane Coppey, « on passera d'un président qui a su conserver la confiance et le contact avec les collectivités, à un président qui a rompu ces contacts ». Le 14 décembre, le président de Tisséo arrivait avec une étude montrant que le prolongement de la ligne B du métro ou tout autre moyen de transport pour desservir Labège entraînerait un écart de 5 millions d'euros par an de contribution des collectivités... Décidé à ne pas se laisser faire, Stéphane Coppey a déposé un recours suspensif et sur le fond devant le tribunal administratif. Il dénonçait à la fin de la séance du Grand Toulouse qui a signé son éviction du SMTC « un débat qui n'est pas de savoir comment on fait un PDU avec quels moyens, mais qui prend le leadership et décide pour les autres ».

Catherine STERN

> En avril 2010, Toulouse sort l'Epic

Le passage en Epic de Tisséo a été voté à l'unanimité du dernier conseil syndical de Tisséo-SMTC le 14 décembre. Il sera effectif le 1^{er} avril 2010. Cet établissement public industriel et commercial viendra remplacer la régie publique des transports créée en 2006. Ce statut, qui donnera une personnalité morale à la régie des transports tout en préservant son caractère public, permettra une meilleure application du droit du travail aux salariés de Tisséo en assouplissant les modalités de son fonctionnement (sur les commandes de pièces, par exemple). Le conseil d'administration du nouvel Epic comptera quatorze membres, les douze nouveaux élus du SMTC et deux salariés.

C. S.